

L'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays en développement

(150^{ème} anniversaire du Comice de Jodoigne, 27.08.2010)

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Je suis particulièrement heureux d'être avec vous aujourd'hui dans notre bonne ville de Jodoigne pour fêter le 150^{ème} anniversaire du Comice.

Je tiens d'ailleurs à féliciter André Decossaux et toute son équipe, la ville de Jodoigne et la Province du Brabant wallon qui ont permis la tenue de cette fête de la ruralité fort sympathique. J'ai déjà pu admirer les expositions et goûter, avec plaisir, aux produits du terroir.

Mais, si je suis aussi ici aujourd'hui, c'est pour vous faire part de mes considérations sur un thème particulièrement crucial, en tête de l'agenda politique international, à savoir l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

(Introduction)

L'agriculture est le seul moyen d'existence de 70% des pauvres dans le monde.

Et la crise économique et financière n'a fait qu'aggraver la faim dans le monde. Elle touche pour la première fois dans l'histoire plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde. C'est 1/6 de la population mondiale ; c'est 20% de plus qu'en 2005.

Toutes les 6 secondes, c'est un enfant qui meurt de faim.

Chaque année, c'est plus de 40 millions d'êtres humains qui perdent la vie parce qu'ils ont faim.

La faim est le signe le plus cruel et le plus concret de la pauvreté.

Comment est-on arrivé à cette situation inacceptable alors que l'on sait que le monde dispose de niveaux de production, de ressources et de connaissances capables de mettre fin à ce fléau et à ces conséquences dramatiques ?

Le manque d'investissement dans l'agriculture, l'absence de paix, la destruction de l'environnement naturel, le changement climatique sont parmi les causes premières de la faim.

Aucun être humain, aucun citoyen, aucun Etat responsable ne serait se résigner à cet état de fait.

Il est de notre devoir à tous d'écarter le spectre des conflits alimentaires.

I. Tenir nos engagements, un problème d'éthique politique

(Sommet mondial de l'alimentation de 1996 - OMD n°1: peu de chance d'être atteint)

En 1996, le Sommet Mondial de l'alimentation a pris l'engagement solennel de réduire de moitié la sous-alimentation d'ici 2015. Cet engagement a été réaffirmé en 2000 lors du Sommet fixant les objectifs du millénaire du développement (OMD). L'objectif premier du Millénaire est de réduire l'extrême pauvreté et la faim dans le monde de moitié d'ici 2015 (OMD1).

Les OMD expriment l'engagement collectif à transformer les valeurs universelles que sont les droits humains, la solidarité, le respect de la dignité humaine, en réalité concrète au service des plus pauvres de la planète. Ces valeurs fondent le concept de sécurité humaine.

Est-ce assez ? Non, notamment en Afrique où le défi reste énorme.

La crise ne doit pas servir d'excuse pour retarder toute action destinée à réaliser les OMD. Bien au contraire, elle doit nous pousser à redoubler d'effort, comme l'a dit le Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, pour réaliser des progrès plus importants et plus rapides. A 5 ans de l'échéance de 2015, il est indispensable d'accélérer le pas, et ce encore plus à l'égard des pays les plus pauvres.

Mais ces derniers doivent aussi prendre en main leur stratégie de développement en renforçant la productivité et la qualité de la production. Aucun pouvoir ne pourra se substituer à la responsabilité politique des autorités du pays. A cet égard, je salue les gouvernements africains qui en 2003 (Déclaration de Maputo) se sont engagés à augmenter la croissance agricole de 6% par an et d'allouer 10% des ressources publiques à l'agriculture et au développement rural.

(Sommet de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture –FAO-, G8, G20)

Lors du Sommet de la FAO de novembre 2009, Jacques Diouf, Directeur général, a lancé un appel pour un montant de 44 milliards de dollars par an pour financer des investissements en faveur des petits producteurs. Sa demande est resté lettre morte. Ni calendrier, ni stratégie, ni volonté politique des pays riches.

Où en est-on dans l'exécution des engagements du **G8 de juillet 2009** qui s'est tenu à **Aquila** (en Italie) ? Les dirigeants avaient promis 20 milliards de dollars sur 3 ans au pour faire face à l'insécurité alimentaire et stimuler la production agricole dans les pays pauvres. Rien ne s'est passé depuis.

On le voit, un premier problème ce pose déjà, un problème que je qualifierais **d'éthique politique ou de scandale moral**. Le moment de l'action et du respect des choix collectif est venu car en 2050, c'est 9,1 milliards d'habitants qu'il faudra nourrir.

(APD)

L'aide publique au développement bien que décriée et critiquée, est plus que jamais nécessaire. Même si elle n'est pas suffisante, elle reste d'une impérieuse nécessité. Non seulement pour les milliards de personnes qui vivent dans le dénuement le plus extrême et dont la vie se résume à une lutte pour la survie quotidienne. Mais également pour nos sociétés développées.

Déchirons d'ailleurs le voile d'une certaine hypocrisie ambiante : l'aide au développement n'est pas fondée uniquement sur l'expression de valeurs altruistes et de solidarité, mais elle est de nature politique.

Les pays en développement et l'Europe sont liés par des relations d'intérêt et d'interdépendance profondes. Ainsi la sécurité alimentaire est au carrefour des enjeux planétaires posés par l'agriculture, le climat, la biodiversité, les habitudes alimentaires et la croissance durable. En contribuant au développement et ce faisant à la stabilité des PED, l'Europe peut et doit pouvoir servir également ses intérêts. Il n'y a pas d'un côté les intérêts du Sud et de l'autre, les intérêts du Nord ; Il y a des intérêts communs au maintien de la paix et de la stabilité. Dès lors, il est crucial de tenir tous les engagements en matière d'aide publique au développement (0,7% du PIB d'ici 2015, au minimum 0,5% en 2010 et 0,2% en faveur des pays les moins avancés).

II. Actions à entreprendre au niveau mondial

(Nouvelles ressources financières)

En dépit de la volonté de la communauté internationale d'assurer la sécurité alimentaire mondiale, force est de constater que cette exigence ne sera possible que si on augmente les flux des investissements directs nationaux et internationaux.

Il nous faut trouver des ressources nouvelles et pérennes destinée à l'agriculture et au développement rural, à travers une réflexion sur des mécanismes de financement innovants (taxe Tobin, investissements privés, partenariats public/privés).

(Il faut agir face à la hausse des prix agricoles)

En 2009 les prix des produits alimentaires dans les pays du Sud sont restés élevés après la flambée des cours internationaux en 2007 et 2008 (augmentation de plus de 40%). Ils demeureront élevés et incertains en raison d'une demande alimentaire et énergétique croissante, de la fluctuation du prix du pétrole, de la réduction des stocks et de l'intensification des accidents climatiques qui se font de plus en plus fréquents. En outre, il y a de fortes chances qu'ils repartent à la hausse au cours de la décennie 2010-2019.

A l'heure où les famines se multiplient, il est inconcevable de permettre la spéculation sur les denrées alimentaires. Il faut veiller à ce que les agriculteurs bénéficient à l'avenir d'outils pour mieux gérer les risques futurs.

(Une meilleure gouvernance de la sécurité Alimentaire mondiale)

La gouvernance actuelle de la Sécurité alimentaire mondiale manque d'efficacité par rapport aux objectifs de sa mission. C'est pourquoi Nicolas Sarkozy avait lancé en 2008 l'idée d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Cette initiative a abouti une meilleure cohérence des politiques internationales et des acteurs grâce à la réforme du « Comité de la sécurité alimentaire mondiale » (CSA), organisme central en matière de sécurité alimentaire, qui réunit dans une même enceinte les Etats, les organisations internationales des NU et de Bretton Woods, les organisations professionnelles et de paysans, les entreprises et les ONG.

(Initiative aide pour le commerce)

Il faut continuer à soutenir l'initiative "Aide pour le commerce" qui permet aux agriculteurs et aux producteurs des PED de résoudre leurs problèmes d'offre et améliorer leur capacité de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

(Phénomène de cession d'actifs agricoles: absence de gouvernance foncière)

La population mondiale est estimée actuellement à 6.8 milliards d'individus. Elle devrait atteindre 9.1 milliards en 2050, dont 1.8 milliards en Afrique. Nourrir 9 milliards d'êtres humains ne sera possible qu'en augmentant la production agricole de 70%.

Afin de garantir leurs approvisionnements, nombre de pays (Chine, Japon, Corée du Sud, Egypte, pays du Golf) acquièrent des actifs agricoles hors de leurs frontières, notamment dans les PED et les pays les moins avancés (PMA) - principalement l'Afrique (50%).

Ce phénomène, appelé à s'intensifier, doit, pour se traduire en opportunités de développement, être encadré et régulé, et s'inscrire dans une logique « gagnant-gagnant ».

Comment ?

- Par l'agriculture contractuelle: coopérative fermière, joint venture,... (ex: La Fondation de l'Aga Khan pour le développement économique qui gère depuis 40 ans une production massive d'haricots verts sur les plateaux du Kenya)
- Par un apport de capital massif dans les filières agricoles des pays du Sud ;
- Par la création d'un label « Agro Investissements Responsable » qui pourrait être attribué par l'UE. La Commission pourrait ainsi proposer aux pays qui accueillent des investisseurs européens, de signer des accords de partenariat destinés à développer leur secteur agricole et à sécuriser les investissements ;

A défaut, ces investissements entraîneront une paupérisation de la population rurale locale, des tensions sociales et des dommages environnementaux (déforestation massive, diminution des ressources en eau, pollution des nappes phréatiques).

(Aide alimentaire d'urgence)

Si l'aide alimentaire d'urgence a sa finalité propre, elle a également ses limites. Elle fait bien évidemment partie de la stratégie globale de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, mais c'est un outil d'urgence à vocation temporaire.

En outre, l'aide alimentaire génère souvent des phénomènes pervers de dépendance ou de perturbation des marchés.

Il faut donc engager des dynamiques volontaristes en faveur de mécanismes de sécurité alimentaire de nature structurelle (ex : investissements en infrastructures rurales, en système d'irrigation, de transport, d'organisation des marchés, en formation et en diffusion de techniques agricoles respectueuses de l'environnement).

III. Réponses de l'Europe

(Europe est le premier bailleur de fonds mondial de l'aide)

Pendant les 5 années de mon mandat, je me suis efforcé de rehausser de quelques crans la politique d'aide. L'UE est devenue le premier bailleur de fonds mondial (avec 49 milliards d'euros en 2008) et le plus efficace dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. On aurait dû atteindre en 2010, 69 milliards d'euros pour être conformes à la promesse collective d'aide faite au Sommet du G8 à Gleneagles en 2005. Ce chiffre n'a pu être atteint.

(Réinvestir dans le secteur de l'agriculture, favoriser les petits agriculteurs)

Un effet, si j'ose dire positif qu'aura généré la crise des prix alimentaires, c'est de refocaliser massivement sur le caractère fondamental du secteur agricole dans la politique de développement. Les années 90 qui avaient véhiculé le mythe illusoire d'une industrialisation rapide et massive pour faire réussir le développement, avaient conduit, d'une certaine manière, à un désintérêt pour l'agriculture.

Avec la crise, on en a redécouvert les vertus. C'est ainsi que lors de la programmation du 10ème FED (2008-2013) nous avons fait en sorte que le secteur du développement rural dans son ensemble bénéficie d'un doublement des montants (650 millions d'euros sous le 9ème FED contre 1,2 milliards d'euros sous le 10ème FED (2008-2013); 4 pays contre 25).

Il faut ajouter à ceci l'assistance apportée dans le cadre de notre programme thématique "sécurité alimentaire" et des mesures d'accompagnement sucre, ces deux instruments permettant d'allouer un milliard et demi d'euros supplémentaires en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays africains d'ici 2013.

(Facilité alimentaire)

Lorsque j'étais Commissaire, nous avons lancé une initiative pour résoudre la crise alimentaire en instituant une "**facilité alimentaire**" dotée d'un milliard de dollars. L'objectif premier de cette mesure ponctuelle consiste à **renforcer la production agricole**. En mettant l'accent sur les intrants et les semences. En soutenant aussi d'autres mesures visant à augmenter la production agricole (comme le stockage, des travaux d'infrastructure à petite échelle, des microcrédits, la formation ou l'aide aux associations professionnelles du secteur agricole).

Un second objectif de cette aide temporaire est le soutien aux mesures qui créent des **filets de sécurité** visant à répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

Jusqu'à présent la facilité alimentaire est la contribution mondiale supplémentaire la plus significative pour stimuler le développement de l'agriculture et lutter contre la faim. Elle a donné de la crédibilité à l'UE et renforcé son influence sur la scène internationale.

(APE - intégration régionale)

Quand on parle d'agriculture, c'est la question de la **création et de l'organisation des marchés agricoles locaux et régionaux dont on parle**.

Approximativement un tiers des pénuries alimentaires du monde pourrait être significativement allégées en améliorant les réseaux de distribution agricoles locaux et en aidant à relier mieux les petits agriculteurs aux marchés.

L'ouverture commerciale liée aux **Accords de partenariat Economique** (APE), avec une mise en place asymétrique et progressive permettant d'éviter une concurrence inégale pour les produits alimentaires, devrait permettre le développement des échanges, ce qui est favorable à la stabilité des prix et au transfert des technologies.

L'intégration régionale est un élément indispensable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Elle est par exemple un élément clé pour jouer sur les complémentarités entre les zones côtières et les régions sahéliennes.

Elle est aussi un élément clé pour la question du suivi de la malnutrition (ex: Crise alimentaire du Niger en 2005, Kenya en 2006, émeutes de la faim en 2008 au Sénégal...).

Ce n'est qu'à partir de marchés régionaux intégrés que les PED pourront développer leurs capacités commerciales à une plus grande échelle et profiter d'une mondialisation plus humaine.

Conclusion

Le phénomène de la mondialisation, qui ne cesse de se développer, doit nous rendre encore plus conscient que le problème de la faim ne pourra être résolu que grâce à une stratégie de développement global à laquelle tous les pays acceptent de participer, en mettant l'homme comme critère central des décisions dans les questions économiques, en développant le transfert de technologie, en formant une élite locale dans tous les domaines et en éduquant les jeunes qui sont l'avenir et la première richesse de chaque nation.

Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral: c'est l'accomplissement d'un droit humain fondamental. Qu'y a-t-il de plus choquant que de voir ce droit élémentaire bafoué alors que le monde moderne a les moyens pour le réaliser. Il n'est pas possible de continuer d'accepter l'opulence et le gaspillage quand le drame de la faim prend des dimensions toujours plus grandes.

Dans un monde où règne une abondance mal répartie, il nous revient à tous de conjuguer nos efforts et nos talents pour œuvrer résolument à l'élimination de l'insécurité alimentaire.

L'Europe a montré son unité, sa détermination et ses moyens pour soutenir son économie. Elle doit faire de même pour soutenir les moins nantis de cette planète.